

Zaken, Bezuidenhoutseweg 73, 2594 AC te Den Haag. Houd daarbij rekening met de reguliere openingstijden. De stukken zijn ook digitaal te raadplegen op de website www.zeeland.nl/verkort/hedwige. Tegen dit besluit staat op grond van het bepaalde in de Algemene wet bestuursrecht de mogelijkheid open een bezwaarschrift in te dienen. Dat bezwaarschrift dient binnen 6 weken na bekendmaking van dit besluit in de Staatscourant te worden ingediend.

Dit is een mededeling van de Nederlandse Rijksoverheid.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201163]

11 DECEMBRE 2013. — Circulaire ministérielle concernant les panneaux publicitaires diffusant des messages dynamiques sur écrans numériques

A l'attention

de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie et plus particulièrement aux :

- Directions des Routes;
- Directions des Equipements électromécaniques;
- Districts routiers et autoroutiers;
- Direction de la Coordination des Districts routiers;
- Direction de la Sécurité des Infrastructures routières;
- Direction des Equipements routiers;
- Direction des Droits des Usagers;
- Direction de la Télécommunication;
- Direction des Voiries subsidiées.

I. Contexte

De plus en plus de panneaux publicitaires sous forme d'écran à diodes électroluminescentes (communément appelés panneaux LED) sont présents sur les voiries ou à proximité immédiate des voiries, en Belgique et en Wallonie.

Les panneaux publicitaires LED attirent le regard des usagers de la voirie du fait de leur nouveauté, mais surtout parce que les caractéristiques intrinsèques de ce type de publicité, comme leur brillance et les modifications de leur apparence, les font ressortir de l'environnement, particulièrement de nuit ou dans une semi obscurité.

Les panneaux publicitaires sont conçus pour attirer l'attention des personnes qui passent à proximité, dont les conducteurs de véhicules. Ces panneaux publicitaires ont donc notamment pour objectif de détourner l'attention des conducteurs de leur tâche principale qui est la conduite de leur véhicule.

Il a été prouvé par de nombreuses études que les panneaux LED détournent plus l'attention des conducteurs que la publicité sur les panneaux traditionnels. Les endroits les plus recherchés pour placer de tels panneaux sont dès lors des endroits très fréquentés, et donc des endroits où, par définition, les sollicitations vers les conducteurs risquent d'être plus nombreuses, et donc leur tâche de conduite plus difficile.

II. Législation actuellement applicable en ce qui concerne les panneaux publicitaires digitaux :

- l'article 21.6 du Code de la route, dans le cas précis des autoroutes, interdit les défilés publicitaires;

- la loi du 12 juillet 1956 portant le statut des autoroutes interdit également toute forme de publicité sur le réseau autoroutier : « Art. 10. En vue de la conservation, de la beauté et de la viabilité, ainsi qu'en vue de la possibilité d'élargissement de la voie, le Roi peut, pour les zones de dégagement qu'il détermine et dont la largeur ne peut dépasser 30 mètres à partir de la limite de l'autoroute, arrêter des règlements concernant les constructions, les plantations, les clôtures, les dépôts, les canalisations, les installations aériennes, ainsi que toutes modifications du relief du sol par des travaux de déblai ou de remblai.

Il est défendu dans ces zones d'apposer des affiches, de placer des enseignes ou de recourir à tous autres procédés de réclame ou de publicité. Le Ministre peut déroger à cette interdiction soit au profit d'un service public, soit au profit des exploitations dont les installations et les constructions sont établies en vertu de la dérogation prévue par l'article 4, § 2. Dans ce dernier cas, les affiches, enseignes et autres procédés de réclame ou de publicité ne pourront être apposés que sur les constructions ou dans les limites des installations autorisées. »;

- l'article 80.2 du Code de la route précise : « qu'il est interdit d'établir sur la voie publique des panneaux publicitaires, enseignes ou autres dispositifs qui éblouissent les conducteurs, qui les induisent en erreur, représentent ou imitent même partiellement des signaux routiers, se confondent à distance avec des signaux ou nuisent de toute autre manière à l'efficacité des signaux réglementaires. Il est interdit de donner une luminosité d'un ton rouge ou vert à tout panneau publicitaire, enseigne ou dispositif se trouvant dans une zone s'étendant jusqu'à 75 mètres d'un signal lumineux de circulation, à une hauteur inférieure à 7 mètres au-dessus du sol »;

- le CWATUPE article 84 qui impose un permis d'urbanisme pour tout placement d'un panneau publicitaire :

« Art. 84. § 1^{er}. Nul ne peut, sans un permis d'urbanisme préalable écrit et exprès (...) :

1^o construire, ou utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes; par « construire ou placer des installations fixes », on entend le fait d'ériger un bâtiment ou un ouvrage, ou de placer une installation, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré à celui-ci ou dont l'appui assure la stabilité, destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé;

2^o placer une ou plusieurs enseignes, ou un ou plusieurs dispositifs de publicité;

(...)

13° utiliser habituellement un terrain pour :

- a. le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrailles, de matériaux ou de déchets;
- b. le placement d'une ou plusieurs installations mobiles, telles que roulottes, caravanes, véhicules désaffectés et tentes, à l'exception des installations mobiles autorisées par un permis de camping-caravaning; »;

- le CWATUPE articles 431 à 442 :

« Règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité :

Art. 434. Les dispositifs de publicité sont interdits :

1° dans les zones visées aux articles 177 à 179 (lire « articles 36, 37 et 39 ») et dans les réserves naturelles telles que définies par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2° sur les biens immobiliers qui, selon le cas :

a) sont classés ou auxquels les effets du classement s'appliquent provisoirement, en vertu de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;

b) sont inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés ou auxquels les effets du classement s'appliquent provisoirement, en vertu du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

3° sur les voies de communication touristiques désignées par l'Exécutif;

4° sur les toitures et sur les murs gouttereaux de tout immeuble;

5° sur tout bien immobilier déclaré insalubre, conformément aux dispositions du Code du Logement.

Art. 435. Nul ne peut, sans un permis de bâtir, fixer une enseigne ou un dispositif de publicité sur un bâtiment, une installation ou un ouvrage existant, ou l'y incorporer.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au placement, sur le domaine de la voirie publique, des dispositifs d'affichage et de publicité visés à l'article 192, 3°, f (lire « article 262, 12°, J »).

Cependant, il faut noter que l'(article 262.12.j) dispense de permis d'urbanisme sur le domaine public le placement, le déplacement ou l'enlèvement des dispositifs d'affichage et de publicité suivants :

- les colonnes dont le fût est d'au plus 1,20 m de diamètre et ne dépasse pas 3,50 m de hauteur;
- les panneaux sur pieds dont les hauteur et largeur maximales ne dépassent pas respectivement 2,50 m et 1,70 m et dont la superficie utile ne dépasse pas 4,00 m² par face;

- le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques : toute occupation du domaine public routier régional doit être préalablement autorisée par les services de la Région. Par conséquent, une occupation du domaine public non autorisée et/ou non conforme à l'usage du domaine public constitue une infraction au sens de l'article 5, § 2, du décret précité.

III. Objet de la présente circulaire

La présente circulaire a pour objectif d'encadrer le placement de panneaux publicitaires diffusant des messages dynamiques sur écrans numériques (le LED n'étant pour le moment qu'une des principales technologies utilisées) sur le domaine public régional wallon, suite à l'opportunité donnée par le décret du 19 mars 2009 mentionné précédemment.

En attendant que les Ministres ayant autorité en matière d'urbanisme et de gestion des voiries communales établissent une réglementation adéquate en la matière, il est également demandé à la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie, lorsqu'elle est consultée dans le cadre de l'octroi d'un permis d'urbanisme pour ce type d'écran tant sur domaine privé que public, de remettre un avis qui s'appuiera sur les règles établies dans la présente circulaire ministérielle.

1. Types de voiries interdits :

Le placement de panneaux publicitaires à messages dynamiques sur écrans numériques est interdit :

A) sur le domaine public des autoroutes - maintien de l'interdiction de placer des panneaux publicitaires, et donc des panneaux publicitaires à LED (art. 10 de la loi du 12 juillet 1956), à l'exception des panneaux appartenant à une autorité publique et affichant exclusivement des messages d'intérêt général pour les conducteurs;

B) sur le domaine public des routes pour automobiles (vitesse limitée à 120 ou 90 km/h) - interdiction de placer des panneaux publicitaires, à l'exception des panneaux appartenant à une autorité publique et affichant exclusivement des messages d'intérêt général pour les conducteurs.

2. Autorisation du Service public de Wallonie (SPW) :

En dehors des deux types de voiries précitées, le placement de panneaux publicitaires à messages dynamiques sur écrans numériques doit faire l'objet d'une autorisation du district routier du SPW concerné pour une période déterminée (pouvant dépasser dix ans).

Les modalités de cette installation doivent dès lors être bien fixées dans le document d'autorisation délivré et comprendre notamment l'obligation de faire réaliser tous les cinq ans par un organisme agréé un contrôle de qualité du panneau (à charge du propriétaire du panneau).

3. Placement :

Aucune autorisation n'est délivrée si le placement et/ou l'orientation d'un panneau publicitaire à message dynamique sur écran numérique, risque manifestement de porter confusion avec une signalisation routière, de représenter un masque de visibilité par rapport aux usagers de la voie publique ou de les mettre directement en danger.

Aussi, l'autorisation n'est pas accordée pour l'installation de ce type de panneau :

- dans un virage;
- à moins de 75 m précédent le carrefour;
- à moins de 75 m d'un passage pour piétons en section;
- à moins de 75 m d'écoles, de résidences pour personnes âgées, de bâtiments dispensant des soins de santé, d'établissements pouvant engendrer des mouvements de foules ou organisant des événements festifs.

En outre, les écrans doivent être placés à une hauteur minimale de 5 mètres et l'écran ne peut pas faire plus de 10 m².

Enfin, il est préconisé de veiller à une distance minimale de 500 mètres entre les panneaux publicitaires diffusant des messages dynamiques sur écrans.

4. Messages diffusés :

Il est strictement interdit que les écrans diffusent :

- des reproductions de signaux routiers;
- des messages contraires à l'ordre public;
- des images ou des parties d'images clignotantes;
- des séquences vidéos;
- des messages dont la durée est de moins de 15 secondes;
- des messages en séquences (exemple : un message pendant 20 sec, et la suite sur le message suivant);
- des messages incitant à une interaction en temps réel.

Ils ne peuvent pas présenter des effets spéciaux entre les messages, et les transitions doivent se faire par un fondu noir de maximum 2 secondes.

5. Luminosité :

La luminosité de l'écran doit être adaptée de façon automatique en fonction de la luminosité ambiante (via une mesure par cellule photoélectrique). La luminescence acceptée doit être suffisamment basse pour ne jamais gêner les conducteurs et ne pas être supérieure à celle d'un panneau traditionnel correctement éclairé.

Différentes normes existent en termes de photométrie et de mesures d'éclairage. Celles-ci évoluant sans cesse avec les progrès technologiques en la matière, il reviendra à la Direction des Equipements routiers de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments (DGO1) du Service public de Wallonie de communiquer aux administrations concernées, les normes acceptées sur et à proximité du domaine public routier régional.

Le fournisseur de l'écran devra dès lors se munir d'une attestation délivrée par un organisme agréé afin de certifier que les caractéristiques photométriques de l'écran respectent les normes fixées au moment de la délivrance de l'autorisation.

6. Heures de fonctionnement :

Pour des raisons liées à la consommation électrique (environnemental), à la pollution visuelle et lumineuse pour les riverains, et en tenant compte du fait qu'aux heures de nuit, le nombre de passages est réduit, les panneaux publicitaires à message dynamique sur écrans numériques doivent être éteints de 23 heures à 6 heures du matin.

Exception est faite si le panneau présente de la publicité pour un commerce ouvert pendant ces heures, et est situé à moins de 100 m du commerce. Dans ce cas, le panneau peut être allumé pendant les heures d'ouverture du commerce (ou à partir d'une heure avant l'ouverture, jusqu'à une heure après la fermeture).

7. Obligations diverses :

- de mentionner les coordonnées du propriétaire du panneau de façon visible sur la structure du panneau;
- pour le propriétaire du panneau, de contracter une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile en cas de dommages dont le panneau serait responsable;
- qu'en cas de dysfonctionnement du panneau, ce dernier s'éteigne de façon automatique ou diffuse une image de couleur uniforme noire.

8. Police domaniale :

La Police domaniale effectuera des contrôles réguliers pour faire respecter les conditions stipulées dans la présente circulaire mais également concernant la législation actuellement appliquée, et ce en parfaite collaboration avec les districts routiers du Service public de Wallonie et les Communes.

Namur, le 11 décembre 2013.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201163]

11. DEZEMBER 2013 — Ministerielles Rundschreiben betreffend die Werbetafeln, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreiten

Zu Händen

der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (DGO1) des öffentlichen Dienstes der Wallonie, insbesondere:

- der Straßendirektion;
- der Direktionen der elektromechanischen Ausrüstungen;
- der Straßen- und Autobahnbezirke;
- der Direktion der Koordination der Straßenbezirke;
- der Direktion der Sicherheit der Straßeninfrastrukturen;
- der Direktion der Straßeninfrastrukturen;
- der Direktion der Rechte der Benutzer;
- der Direktion der Telekommunikation;
- der Direktion des bezuschussten Straßennetzes.

I. Zusammenhang

Auf den belgischen und wallonischen Straßen, sowie in ihrer unmittelbaren Nähe, gibt es stets mehr LED-Werbetafeln.

Wegen ihrer Neuartigkeit, aber vor allem wegen ihren charakteristischen Merkmalen, wie ihre Helligkeit und die ständige Änderung ihres Aussehens, heben sich diese Werbetafeln, vor allem nachts oder wenn es halbdunkel ist, aus ihrer Umgebung heraus, und ziehen die Blicke der Verkehrsteilnehmer an.

Sie sind entworfen worden, um die Aufmerksamkeit der vorbeigehenden oder vorbeifahrenden Personen auf sich zu lenken. Somit lenken solche Werbetafeln die Fahrer von Kraftfahrzeugen von ihrer Hauptaufgabe, nämlich dem Führen ihres Fahrzeugs, ab.

Zahlreiche Studien haben bewiesen, dass die LED-Anzeigetafeln die Aufmerksamkeit der Fahrer mehr ablenken als Reklamen auf herkömmlichen Werbetafeln. Folglich sind die Stellen, wo solche Anzeigetafeln angebracht werden, stark befahrene Orte, d.h. gerade dort, wo die höchste Aufmerksamkeit der Fahrer gefordert wird, und ihre Führungsaufgabe am schwersten ist.

II. Zur Zeit gültige Gesetzgebung für digitale Werbetafeln:

- Artikel 21.6 der Straßenverkehrsordnung verbietet Werbeumzüge auf Autobahnen;

- Das Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatuts verbietet ebenfalls jegliche Form der Werbung auf dem Autobahnnetz: "Art. 10 - Im Hinblick auf die Erhaltung, Ansehnlichkeit und Befahrbarkeit der Fahrbahn sowie im Hinblick auf die Möglichkeit sie zu verbreitern kann der König für die Freiraumzonen, die er bestimmt und deren Breite 30 Meter ab der Autobahnabgrenzung nicht überschreiten darf, Verordnungen erlassen bezüglich der Bauwerke, Pflanzungen, Einfriedungen, Depots, Leitungen, Anlagen in der Luft sowie bezüglich jeglicher Änderungen des Bodenreliefs durch Abtragungs- oder Aufschüttungsarbeiten.

Es ist untersagt, in diesen Zonen Plakate anzubringen, Schilder aufzustellen oder andere Reklame- oder Werbemittel einzusetzen. Der Minister kann von diesem Verbot jedoch abweichen, und zwar entweder zugunsten eines öffentlichen Dienstes oder zugunsten der Betriebe, deren Anlagen und Bauwerke in Übereinstimmung mit der in Artikel 4, § 2, vorgesehenen Abweichung errichtet wurden. In letzterem Fall dürfen die Plakate, Schilder und anderen Reklame- oder Werbemittel nur an den Bauwerken oder innerhalb der Grenzen der genehmigten Anlagen angebracht werden."

- Artikel 80.2 der Straßenverkehrsordnung lautet wie folgt: "Es ist untersagt, auf öffentlichen Straßen Werbetafeln, Schilder oder andere Vorrichtungen anzubringen, die die Führer blenden oder sie irreführen, die - und sei es nur teilweise - Verkehrsschilder darstellen oder nachahmen, die aus der Entfernung mit Verkehrsschildern verwechselt werden können oder auf irgendeine andere Weise die Wirksamkeit der ordnungsgemäßen Verkehrsschilder beeinträchtigen. Es ist untersagt, irgendeiner Werbetafel, irgendeinem Schild oder irgendeiner anderen Vorrichtung, die sich in einem Umkreis bis zu 75 Metern von einem Verkehrslichtzeichen und in einer Höhe von weniger als 7 Metern über dem Boden befinden, rote oder grüne Leuchtkraft zu geben."

- Laut Artikel 84 des CWATUPE unterliegt das Anbringen einer Werbetafel einer Städtebaugenehmigung:

"Art. 84 - § 1. Niemand darf ohne vorherige, schriftliche und ausdrückliche Städtebaugenehmigung (...):

1° bauen oder ein Grundstück zum Aufstellen einer oder mehrerer ortsfester Einrichtungen benutzen; unter "Bauen oder Aufstellen von ortsfesten Einrichtungen" versteht man die Errichtung eines Gebäudes oder Bauwerks oder das Aufstellen einer Einrichtung (selbst aus nicht-beständigen Materialien), welche in den Boden eingearbeitet wird, im Boden verankert ist oder dessen Bodenunterstützung die Stabilität versichert, und die dazu bestimmt ist, am Standort zu bleiben, obschon es abgebaut oder versetzt werden kann;

2° ein oder mehrere Aushängeschilder oder Reklamevorrichtungen anbringen;

(...)

13° gewöhnlich ein Grundstück benutzen:

a. zum Abstellen eines oder mehrerer gebrauchter Fahrzeuge, sowie von Schrott, Materialien oder Abfall;

b. zum Aufstellen einer oder mehrerer beweglicher Vorrichtungen, wie Wohnwagen, Campingwagen oder ausgenutzte Fahrzeuge und Zelte, mit Ausnahme der mobilen Vorrichtungen, die durch eine Camping-/Caravaning-Genehmigung zugelassen sind;"

- Artikel 431 bis 442 des CWATUPE:

"Allgemeine Städtebauordnung über Reklameschilder und Werbevorrichtungen:

Art. 434 - Werbevorrichtungen sind verboten:

1° in den in Artikel 177 bis 179 (d.h. Artikel 36, 37 und 39) bezeichneten Zonen und in den Naturschutzgebieten im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über den Naturschutz;

2° auf den Immobiliengütern, die je nachdem:

a) unter Denkmalschutz gestellt sind oder auf welche die Wirkung der Unterschutzstellung aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1931 über Denkmal- und Landschaftsschutz Anwendung findet;

b) in die Schutzliste eingetragen oder unter Denkmalschutz gestellt sind oder auf welche die Wirkung der Unterschutzstellung aufgrund des Dekretes vom 17. Juli 1987 über den Schutz des kulturellen Immobilienvermögens der Französischen Gemeinschaft vorläufig Anwendung findet;

3° auf den durch die Exekutive bestimmten touristischen Verkehrswegen;

4° auf den Dächern und an den mit Traufen gekrönten Mauern aller Gebäude;

5° auf allen Immobiliengütern, die gemäß den Bestimmungen des Wohnungsgesetzbuches für ungesund erklärt worden sind.

Art. 435 - Niemand darf ohne Baugenehmigung Reklameschilder oder Werbevorrichtungen an bestehenden Gebäuden, Anlagen oder an Bauwerken befestigen oder in denselben einbauen.

Der Absatz 1 findet keine Anwendung auf die Aufstellung der in Artikel 192, 3°, f (d.h. Artikel 262, 12°, j) bezeichneten Reklameschilder und Werbevorrichtungen auf den öffentlichen Straßen."

Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass das Anlegen, Verlegen oder Entfernen folgender Reklameschilder und Werbevorrichtungen laut Artikel 262.12.j von einer Städtebaugenehmigung auf dem öffentlichen Eigentum befreit sind:

- Litfaßsäulen mit einem Durchmesser von höchstens 1,20 m und einer maximalen Höhe von 3,50 m;

- freistehende Anschlagtafeln, die nicht höher als 2,50 m und nicht breiter als 1,70 m sind und deren Nutzfläche nicht mehr als 4,00 m² pro Seite beträgt;

- Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes: jede Nutzung des regionalen öffentlichen Straßennetzes unterliegt einer vorherigen Genehmigung der regionalen Dienststellen. Folglich bildet jede Nutzung des öffentlichen Eigentums, die nicht genehmigt wurde und/oder nicht bestimmungsgemäß ist, einen Verstoß im Sinne von Artikel 5, § 2, des vorgenannten Dekrets.

III. Zweck dieses Rundschreibens

Vorliegendes Rundschreiben zielt darauf ab, das Anbringen von Werbetafeln, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreiten (wobei die LEDs zur Zeit nur eine der am häufigsten gebrauchten Technologien sind), auf dem wallonischen regionalen öffentlichen Eigentum zu regeln, anschließend an die durch das oben genannte Dekret vom 19. März 2009 gegebene Möglichkeit.

In Erwartung einer zweckmäßigen Regelung dieser Angelegenheit durch die für Urbanismus und das kommunale Straßennetz zuständigen Minister wird die operative Generaldirektion Straßen und Gebäude (DGO1) des öffentlichen Dienstes der Wallonie ebenfalls damit beauftragt, wenn sie im Rahmen der Gewährung einer Städtebaugenehmigung für solche Anzeigetafeln, sowohl auf dem privaten als dem öffentlichen Eigentum, um Stellungnahme gebeten wird, ein Gutachten abzugeben, das sich auf die Regeln stützt, die in vorliegendem ministeriellem Rundschreiben festgelegt sind.

1. Straßen, wo das Anbringen von digitalen Anzeigetafeln verboten ist:

Das Anbringen von Werbetafeln, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreiten, ist verboten:

A) auf dem öffentlichen Bereich der Autobahnen - Aufrechterhaltung des Verbots, Werbetafeln, d.h. ebenfalls LED-Werbetafeln, anzubringen (Artikel 10 des Gesetzes vom 12. Juli 1956), mit Ausnahme der einer öffentlichen Behörde gehörenden Anzeigetafeln, die ausschließlich für die Kfz-Fahrer bestimmte Nachrichten von allgemeinem Interesse verbreiten;

B) auf dem öffentlichen Bereich der Kraftfahrstraßen (auf 120 oder 90 km/h beschränkte Geschwindigkeit) - Aufrechterhaltung des Verbots, Werbetafeln anzubringen, mit Ausnahme der einer öffentlichen Behörde gehörenden Anzeigetafeln, die ausschließlich für die Kfz-Fahrer bestimmte Nachrichten von allgemeinem Interesse verbreiten.

2. Genehmigung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie (ÖDW):

Außerhalb der beiden vorgenannten Straßenkategorien unterliegt das Anbringen von Werbetafeln, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreiten, einer für einen bestimmten Zeitraum (manchmal mehr als 10 Jahre) gültigen Genehmigung des betreffenden Straßenbezirks des ÖDW.

In dem ausgestellten Genehmigungsdokument müssen die Modalitäten für das Anbringen der Werbetafel genau festgelegt sein, u.a. die Pflicht zur Durchführung alle 5 Jahre einer Qualitätskontrolle der Werbetafel durch eine zugelassene Prüfeinrichtung (zu Lasten des Eigentümers der Werbetafel).

3. Anbringen:

Es wird keine Genehmigung ausgestellt werden, wenn das Anbringen und/oder die Orientierung einer Werbetafel, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreitet, offensichtlich eine Verwechslung mit Verkehrszeichen mit sich bringen, eine Sichtmaske für die anderen Verkehrsteilnehmer darstellen oder sie direkt gefährden könnte.

So wird die Genehmigung für eine solche Werbetafel nicht erteilt, wenn sie sich an folgenden Stellen befindet:

- in einer Kurve;
- weniger als 75 m vor einer Kreuzung;
- weniger als 75 m vor einem die Straße durchquerenden Fußgängerübergang;
- weniger als 75 m vor einer Schule, einem Seniorenheim, einer Pflegeeinrichtung, einer Einrichtung, die Menschenmengen anziehen kann oder wo Veranstaltungen organisiert werden.

Zudem müssen die Bildschirme kleiner als 10 m² sein und sich mindestens 5 Meter über dem Boden befinden.

Schließlich wird ebenfalls ein Mindestabstand von 500 Metern zwischen zwei Werbetafeln, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreiten, empfohlen.

4. Verbreitete Nachrichten:

Das Verbreiten folgender Bilder oder Inhalte ist untersagt:

- Abbildungen von Verkehrszeichen;
- Nachrichten, die gegen die öffentliche Ordnung verstoßen;
- blinkende Bilder oder Teile von Bildern;
- Videosequenzen;
- Nachrichten, die weniger als 15 Sekunden dauern;
- Nachrichten in mehreren Sequenzen (z.B. eine Nachricht während 20 Sekunden, und die Folge in der nächsten Nachricht);
- Nachrichten, die zu einer Echtzeit-Interaktion ermuntern.

Zwischen den Nachrichten dürfen keine Spezialeffekte erscheinen, und die Übergänge zwischen den Nachrichten müssen aus einem höchstens 2 Sekunden dauernden Schwarzabblenden bestehen.

5. Helligkeit:

Die Helligkeit des Displays muss automatisch an die Umgebungshelligkeit angepasst werden (automatisches Dimmen durch eine Messung anhand einer Photozelle). Die genehmigte Helligkeit darf niemals die Fahrer stören, und niemals die Helligkeit einer normal beleuchteten herkömmlichen Werbetafel übertreffen.

In Sachen Photometrie und Beleuchtungsmessung gibt es mehrere Normen. Da diese sich mit dem technologischen Fortschritt stets entwickeln, obliegt es der Direktion der Straßeninfrastrukturen der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude (DGO1) des öffentlichen Dienstes der Wallonie, den betreffenden Verwaltungen die Normen mitzuteilen, die auf und in der Nähe des regionalen öffentlichen Straßennetzes zugelassen werden.

Der Lieferant des Displays muss somit über eine durch eine zugelassene Einrichtung ausgestellte Bescheinigung verfügen, in der bestätigt wird, dass die photometrischen Eigenschaften des Displays den zum Zeitpunkt der Ausstellung der Genehmigung gültigen Normen genügen.

6. Betriebsdauer:

Aus mit dem Stromverbrauch (Umweltschutz), der Störung des Landschaftsbilds, und der Lichtverschmutzung für die Anwohner verbundenen Gründen, und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass der Verkehr nachts über gering ist, müssen Werbetafeln, die dynamische Nachrichten auf digitalen Displays verbreiten, von 23 h bis 6 h morgens abgestellt werden.

Dieses Verbot gilt nicht, wenn die Werbetafel für ein Geschäft wirbt, das während dieser Uhrzeiten offen ist, und sich in einem Abstand von weniger als 100 Metern von der Werbetafel befindet. In diesem Fall kann die Werbetafel während der Öffnungszeiten des Geschäfts in Betrieb sein (oder ab einer Stunde vor der Öffnung bis eine Stunde nach der Schließung des Geschäfts).

7. Verpflichtungen unterschiedlicher Art:

- die Personalien des Eigentümers der Werbetafel müssen auf der Struktur der Tafel sichtbar angeschlagen werden;
- der Eigentümer der Werbetafel muss einen Versicherungsvertrag abschließen, durch den seine zivilrechtliche Haftung im Falle von auf die Werbetafel zurückzuführenden Schäden gedeckt wird;
- bei Betriebsstörungen der Werbetafel muss diese sich automatisch abschalten oder ein einheitlich schwarzes Bild anzeigen.

8. Domänenpolizei:

Die Domänenpolizei wird in Zusammenarbeit mit den Straßenbezirken des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und mit den Gemeinden regelmäßige Kontrollen durchführen, damit die Bedingungen, die in vorliegendem Rundschreiben sowie in der zur Zeit gültigen Gesetzgebung vorgeschrieben sind, eingehalten werden.

Namur, den 11. Dezember 2013.

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201163]

11 DECEMBER 2013. — Ministeriële omzendbrief betreffende de reclameborden die dynamische boodschappen op digitale schermen uitzenden

Ter attentie van
het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst en meer bepaald van :

- Directies Wegen;
- Directies Elektromechanische uitrustingen;
- Wegen- en autosnelwegendistricten;
- Directie Coördinatie Wegendistricten;
- Directie Veiligheid van de Wegeninfrastructuren;
- Directie Weguitrustingen;
- Directie Gebruikersrechten;
- Directie Telecommunicatie;
- Directie Gesubsidieerde Wegen.

I. Context

Meer en meer reclameborden in de vorm van schermen met lichtemitterende diode (de zogenaamde LED-schermen) zijn aanwezig op de wegen of in de onmiddellijke nabijheid van de wegen in België en Wallonië.

De LED-reclameborden trekken de aandacht van de weggebruikers wegens hun nieuwigheid, maar vooral omdat ze in hun omgeving opvallen door de intrinsieke kenmerken, zoals hun lichtsterkte en de steeds veranderende inhoud, meer bepaald 's nachts of in het halfdonker.

De reclameborden worden gemaakt om de aandacht van met name de voorbijrijdende bestuurders te trekken. Deze reclameborden hebben dus met name als doel de aandacht van de bestuurders van hun hoofdtaak af te leiden, namelijk hun wagen besturen.

Uit talrijke onderzoeken blijkt dat de LED-schermen de aandacht van de bestuurders meer afleiden dan reclame op traditionele borden. De meest gevraagde plaatsen om die borden op te stellen zijn dus zeer drukbezochte plaatsen, met andere woorden plaatsen waar het meest om de aandacht van de bestuurders gestreden wordt en waar het de bestuurders niet makkelijker op wordt gemaakt om hun wagen te besturen.

II. Geldende wetgeving betreffende de digitale reclameborden :

- het artikel 21.6 van de Wegcode, in het specifieke geval van de autosnelwegen, verbiedt de reclametochten;
- de wet van 12 juli 1956 houdende het statuut van de autosnelwegen verbiedt ook alle vorm van reclame op het autosnelwegennetwerk; « Art. 10. Met het oog op het behoud, de schoonheid en de levensvatbaarheid alsook met het oog op de mogelijkheid van de wegverbreding kan de Koning, voor de uitloopstroken die hij bepaalt en waarvan de breedte niet langer dan 30 meter kan zijn vanaf de rand van de autosnelweg, reglementen betreffende de bouwwerken, de aanplantingen, de omheiningen, de opslagplaatsen, de leidingen, de luchtvaartvoorzieningen, alsook alle veranderingen van het bodemreliëf door ontgravings- en aanaardingswerken vastleggen.

In deze gebieden is het verboden om affiches aan te plakken, uithangborden te plaatsen of alle andere reclame- of advertentietechnieken te gebruiken. De Minister mag aan dit verbod afwijken hetzij ten gunste van een overheidsdienst, hetzij ten gunste van de bedrijven waarvan de inrichtingen en de bouwwerken worden gevestigd krachtens de afwijking bepaald bij artikel 4, §2. In dit laatste geval zullen de affiches, uithangborden en andere reclame- of advertentietechnieken slechts aangeplakt kunnen worden op de bouwwerken of binnen de grenzen van de toegelaten inrichtingen.”;

- het artikel 80.2 van de Wegcode bepaalt : “dat het op de openbare weg verboden is reclameborden, uithangborden of andere inrichtingen aan te brengen die de bestuurders verblinden, die hen in dwaling brengen, die zij het ook maar gedeeltelijk, verkeersborden voorstellen of nabootsen, die van verre met deze verkeersborden worden verward, of die op enige andere wijze de doelmatigheid van de reglementaire verkeersborden verminderen. Het is verboden een luminositeit met een rode of groene tint te geven aan alle reclameborden, uithangborden of inrichtingen die zich, binnen een afstand van 75 meter van een verkeerslicht, op minder dan 7 meter boven de grond bevinden.

- het “CWATUPE” artikel 84 dat een stedenbouwkundige vergunning voorschrijft voor elke plaatsing van een reclamebord :

“Art. 84. §1. Niemand mag, zonder een voorafgaande schriftelijke en uitdrukkelijke stedenbouwkundige vergunning (...):

1° op een terrein bouwen of het gebruiken voor de oprichting van één of meer vaste installaties; onder “het bouwen of plaatsen van vaste inrichtingen” wordt verstaan het oprichten van een gebouw of een constructie of het plaatsen van een inrichting, zelfs uit niet-duurzame materialen, die in de grond is ingebouwd, aan de grond is bevestigd of op de grond steun vindt ten behoeve van de stabiliteit, en bestemd is om ter plaatse te blijven staan, al kan zij ook uit elkaar genomen of verplaatst worden;

2° één of meerdere uithangborden plaatsen, of één of meerdere reclame-inrichtingen;

(...)

13° een terrein doorgaans gebruiken voor :

- a. de opslag van één of meer afgedankte wagens, schroot, materialen of afvalstoffen;
- b. de plaatsing van één of meer mobiele installaties, zoals woonwagens, caravans, afgedankte voertuigen en tenten, met uitzondering van mobiele installaties die door een camping-caravaningvergunning zijn toegelaten;

- het CWATUPE artikelen 431 tot 442 :

"Algemene bouwverordening inzake uithang- en reclameborden :

Art. 434. De reclameborden zijn verboden :

1° in de gebieden bedoeld in de artikelen 177 tot 179 (lees "artikelen 36, 37 en 39") en in de natuurreservaten zoals bepaald bij de wet van 12 juli 1973 op de instandhouding van de natuur;

2° op de onroerende goederen die, al naar gelang het geval :

a) op de monumentenlijst geplaatst zijn of waarop de gevolgen van de classificatie krachtens de wet van 7 augustus 1931 op de instandhouding van de monumenten en de locaties voorlopig van toepassing zijn;

b) op de beschermingslijst opgenomen of op de monumentenlijst geplaatst zijn of waarop de gevolgen van de classificatie krachtens het decreet van 17 juli 1987 houdende bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap voorlopig van toepassing zijn;

3° op de door de Executieve aangeduide toeristische verbindingswegen;

4° op de daken en de gootmuren van ieder gebouw;

5° op ieder overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van Huisvesting onbewoonbaar verklaard onroerend goed.

Art. 435. Niemand mag zonder bouwvergunning een uithang- of reclamebord op een gebouw, een installatie of een bestaand werk bevestigen, noch het er inbouwen.

Alinea 1 is niet van toepassing op de plaatsing, op het domein van de openbare wegen, van de in artikel 192, 3°, f (lees "artikelen 262, 12°, J") bedoelde aanplak- en reclameborden."

Nochtans, opgemerkt dient te worden dat het artikel 262.12.j) het plaatsen, verplaatsen of verwijderen van volgende inrichtingen voor de aanplakking of bekendmaking vrijstelt van een stedenbouwkundige vergunning op het openbaar domein :

- de aanplakzuilen waarvan de schacht met een diameter van maximum 1,20 m beperkt blijft tot 3,50 m hoogte;
- de aanplakborden op voeten waarvan de maximale hoogte en breedte respectievelijk niet meer dan 2,50 m en 1,70 m bedragen en waarvan de bruikbare oppervlakte niet meer dan 4 m² per vlak bedraagt;
- het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein : elke bezetting van het gewestelijk openbaar wegen- en waterwegendomein moet voorafgankelijk door de diensten van het Gewest toegestaan worden. Bijgevolg vormt een bezetting van het openbaar domein, die niet toegelaten is en/of die niet in overeenstemming met het gebruik van het openbaar domein is, een overtreding in de zin van het artikel 5, § 2, van het voornoemde decreet.

III. Voorwerp van deze omzendbrief

Deze omzendbrief strekt ertoe, de plaatsing van reclameborden te regelen die op het Waals gewestelijk openbaar domein dynamische boodschappen op digitale schermen verspreiden (tegenwoordig is de LED slechts één van de voornaamste gebruikte technologieën), ten gevolge van de opportuniteit die door het eerder vermelde decreet van 19 maart 2009 gegeven wordt.

In afwachting van de vaststelling van een gepaste regeling door de Ministers bevoegd voor stedenbouw en beheer van de gemeentelijke wegen, wordt het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst ook verzocht om een advies uit te brengen dat zich op de in deze ministeriële omzendbrief vastgelegde regels baseert, als ze om advies wordt gevraagd in het kader van de toekenning van een stedenbouwkundige vergunning voor dit soort scherm zowel op het privé- als op het openbaar domein.

1. Soorten wegen waar het verbod geldt :

Het plaatsen van reclameborden met dynamische boodschappen op digitale schermen is verboden :

A) op het openbaar domein der autosnelwegen - handhaving van het verbod om reclameborden te plaatsen en dus LED-reclameborden (art. 10 van de wet van 12 juli 1956) te plaatsen met uitzondering van de borden die tot een publieke overheid behoren en die exclusief boodschappen van algemeen nut voor de bestuurders tonen;

B) op het openbaar domein der wegen voor autovoertuigen (maximumsnelheid 120 of 90 km/u) - verbod om reclameborden te plaatsen met uitzondering van de borden die tot een publieke overheid behoren en die exclusief boodschappen van algemeen nut voor de bestuurders tonen;

2. Vergunning van de Waalse Overheidsdienst (SPW) :

Buiten beide voornoemde wegen soorten moet het plaatsen van reclameborden met dynamische boodschappen op digitale schermen het voorwerp uitmaken van een vergunning van het betrokken wegendistrict van de Waalse Overheidsdienst voor een bepaalde periode (die langer dan 10 jaar kan zijn).

De modaliteiten van deze installatie moeten dan goed in het vergunningsdocument vastgelegd worden en namelijk de verplichting bevatten een kwaliteitscontrole van het bord om de 5 jaar te laten uitvoeren door een erkend orgaan (ten laste van de eigenaar van het bord).

3. Plaatsing :

Er wordt geen vergunning afgeleverd als de plaatsing en/of de oriëntatie van het reclamebord met een dynamische boodschap op digitaal scherm klaarblijkelijk tot verwarring met een verkeersteken kan leiden, de zichtbaarheid van de gebruikers van de openbare weg kan belemmeren of hen in gevaar kan brengen.

De vergunning wordt voor de installatie van dit soort borden niet toegekend :

- in een bocht;
- op minder dan 75 m van een kruispunt;
- op minder dan 75 m van een oversteekplaats;
- op minder dan 75 m van scholen, bejaardentehuizen, verzorgingsinstellingen, instellingen die massabewegingen kunnen veroorzaken of die feestelijke evenementen organiseren.

Bovendien moeten de schermen op een minimumhoogte van 5 meter geplaatst worden en het scherm mag niet groter zijn dan 10 m².

Ten slotte verdient het aanbeveling, de dynamische borden met een minimumafstand van 500 meter van elkaar te plaatsen.

4. Verspreide boodschappen :

Het is strikt verboden dat de schermen een inhoud verspreiden met :

- een afbeelding van verkeersborden;
- boodschappen tegen de openbare orde;
- flikkerende beelden of delen ervan beelden;
- videofragmenten;
- boodschappen waarvan de duur korter is dan 15 seconden;
- boodschappen in reeksen (bijvoorbeeld : een boodschap gedurende 20 sec. en het vervolg op de volgende boodschap);
- boodschappen die tot een realtime interactie brengen.

Tussen de boodschappen mogen er geen speciale effecten getoond worden, en elke overgang gebeurt met een zwart bord van maximum 2 seconden.

5. Helderheid :

De helderheid van het scherm moet automatisch aangepast worden in functie van het omgevingslicht (via een meting per foto-elektrische cel). De aanvaarde luminescentie moet laag genoeg zijn om de bestuurders nooit te hinderen en mag niet hoger zijn dan de uitstraling van een gewoon goed verlicht bord.

Er bestaan verschillende normen inzake fotometrie en verlichtingsmaatregelen. Gelet op de evoluerende normen door de onophoudelijke technologische evolutie op dat vlak zal de Directie Weguitrustingen van het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen (DGO1) van de Waalse Overheidsdienst de aanvaarde normen op en in de nabijheid van het gewestelijk openbaar wegendomein aan de betrokken besturen moeten meedelen.

De leverancier van het scherm zal dus een door een erkende instelling afgegeven attest bij zich moeten hebben om te bevestigen dat de fotometrische kenmerken van het scherm de op het ogenblik van de afgifte vergunning vastgestelde normen naleven.

6. Werkingsuren :

Om redenen van elektriciteitsverbruik (milieu), visuele en lichtvervuiling voor de omwonenden, en rekening houdend met het feit dat het aantal voertuigen tijdens de nachturen kleiner is, moeten de reclameborden met dynamische boodschap op digitale schermen tussen 23 u en 6 u uitgeschakeld worden.

Een uitzondering wordt gemaakt als het bord reclame maakt voor een handelszaak die tijdens deze uren open is en als het opgesteld is op minder dan 100 m van de handelszaak. In dit geval mag het bord tijdens de openingsuren van de handelszaak (of vanaf één uur vóór de opening tot één uur na de sluiting) in werking blijven.

7. Verscheidene verplichtingen :

- de gegevens van de eigenaar van het scherm op zichtbare wijze op de bordstructuur te vermelden;
- voor de eigenaar van het bord, een verzekeringspolis af te sluiten ter dekking van zijn burgerlijke aansprakelijkheid bij schade veroorzaakt door het bord;
- dat het bord automatisch wordt uitgeschakeld of een homogeen zwart beeld vertoont in geval van functiestoornis.

8. Domaniale politie :

De Domaniale politie zal regelmatig controles uitvoeren om de in deze omzendbrief vernoemde voorwaarden maar ook de huidige wetgeving te doen naleven, en dit in perfecte samenwerking met de wegendistricten van de Waalse Overheidsdienst en de Gemeenten.

Namen, 11 december 2013.

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO